



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des
populations
Service prévention des risques techniques

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

n° 2012297-0002 du 23 OCT 2012

**mettant en demeure la société SINIAT ,
située sur le territoire de la commune de MAZAN,
de respecter les prescriptions
de l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009
et des arrêtés ministériels du 03 octobre 2010 et du 04 octobre 2010**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'environnement et notamment le titre 1er du livre V et ses articles L.511-1 et L. 514-1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 concernant les réservoirs inflammables et la mise en place des plans d'inspection ;
- VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 qui définit notamment les installations visées par le plan de modernisation applicable à tous les sites soumis à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009 autorisant la Société LAFARGE PLÂTRES à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de plâtres et de carreaux de plâtres sur le territoire de la commune de MAZAN ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2012240-0001 du 27 août 2012 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse
- VU la visite d'inspection du 09 juillet 2012 réalisée sur le stockage de 200 m³ de résidus de pétrole brut ;
- VU les réponses apportées par la société le 31 juillet 2012 à la suite de la dite inspection ;
- VU le rapport du 10 septembre 2012 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la déclaration de changement de dénomination sociale du 8 octobre 2012 ;

VU le récépissé de changement de dénomination sociale du 10 octobre 2012

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 09 juillet 2012, l'exploitant n'a pas pu présenter les éléments techniques relatifs à la surveillance et à l'entretien de la cuve de résidus de pétrole brut, justifier de la réalisation de l'étude de l'évaluation de l'impact sanitaire des rejets en benzène du combustible RPB,

CONSIDÉRANT que la cuvette de rétention comporte des murs fissurés et que par conséquent son étanchéité n'est pas garantie,

CONSIDÉRANT que la conception de ce stockage n'est pas conforme à la réglementation sus visée et que par conséquent son exploitation peut présenter des dangers,

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté une fuite récente de produit pétrolier au niveau de la liaison du pied de bac et de la cuvette de rétention ce qui constitue un risque potentiel,

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, ces constats nécessitent une mise en conformité de cette installation,

Sur proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

A R R E T E

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

La société SINIAT, ci-après désignée par : « l'exploitant », dont le siège social est situé 500 rue Marcel Demonque, Zone du Pôle Technologique Agroparc à Avignon (84 915), exploite une usine de fabrication de plâtres et de carreaux de plâtres, implanté à Route de Blauvac sur le territoire de la commune de MAZAN (84 830).

On entend par RPB le résidu de pétrole brut.

Les délais partent à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS

L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

2.1 Sous un mois :

2.1.1 La fourniture d'un dossier de suivi de la cuve de stockage de RPB conformément aux dispositions de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.

2.1.2 La rédaction d'un plan d'inspection pour ce réservoir de RPB conformément aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.

2.1.3 La présentation d'un état initial concernant la cuvette de rétention conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

2.2 Sous deux mois, de respecter les prescriptions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009 en particulier :

2.2.1 La cuvette de rétention doit être maintenue propre et son étanchéité justifiée.

2.2.2 Les parois de la cuvette doivent être étanches.

2.2.3 Des dispositifs doivent permettre l'évacuation des eaux pluviales.

2.2.4 Une visite décennale du réservoir doit être réalisée.

2.2.5 Le réservoir doit être calculé et éprouvé par un service compétent et faire l'objet d'un procès verbal d'essai.

2.3 Sous deux mois, de respecter les prescriptions de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009. En particulier, l'exploitant prend toutes dispositions pour garantir l'étanchéité de la cuve de stockage de RPB.

2.4 Sous six mois de respecter les prescriptions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009 en particulier :

2.4.1 Les distances sont de 5 mètres minimum entre le poste de déchargement et le réservoir et de 3 mètres minimum entre les parois du réservoir et les murs constituant la cuvette de rétention.

2.4.2 La séparation des ateliers de fabrication de plâtre du dépôt de RPB par un mur coupe feu de degré 2 heures d'une hauteur minimale de 2 mètres.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 514.1 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 :

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Mazan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 23 OCT 2012

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Martine CLAVEL

ANNEXE I

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans le ressort duquel se trouve l'établissement ou l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, dans un délai de deux mois par l'exploitant à compter de sa notification conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative et dans un délai de un an par les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision, ce délai pouvant être prolongé de six mois à partir de la mise en activité si celle-ci n'a pas eu lieu dans les six mois de la publication ou de l'affichage en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement."

Article L514-6

I. - Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R. 514-3-1.

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.